



## **Assises de la Coopération luxembourgeoise 2014 (24-25 avril 2014)**

### **Discours d'ouverture du Ministre Romain Schneider du 24 avril 2014**

Mesdames et Messieurs les députés,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs de nos pays partenaires,

Madame la Ministre de l'Environnement,

Chers amis et acteurs de la Coopération luxembourgeoise,

Et tout particulièrement chère Marie-Josée,

Chers collaborateurs des ONG, du ministère, de Lux-development et de nos autres partenaires,

Chers invités,

Je voudrais souhaiter la bienvenue à tous les participants des Assises 2014, et vous dire combien je me réjouis de vous voir ici pour participer à une journée et demie de débats intenses sur les grandes orientations de la Coopération luxembourgeoise et sur les sujets qui nous préoccupent ou nous occupent.

Merci au ministère du développement durable d'avoir mis à disposition ses locaux pour la tenue de notre rencontre. J'espère que la belle vue nous inspirera et que l'exiguïté relative des lieux nous permettra d'avoir de nombreux échanges informels et fructueux, dans la grande tradition de ce rendez-vous annuel de la coopération luxembourgeoise.

Le calendrier politique luxembourgeois a fait que les Assises de la coopération luxembourgeoise, prévues en automne 2013, ont dû être reportées au printemps 2014. J'aimerais remercier mes prédécesseurs Marc Spautz et Marie-Josée Jacobs pour leur engagement et le travail accompli. La décision de ce report n'a pas dû être facile à prendre. Elle me permet néanmoins aujourd'hui de profiter de l'occasion qui m'a ainsi été offerte de vous présenter les grandes lignes du programme gouvernemental et des directions que je compte donner à la Coopération luxembourgeoise dans les années à venir.

La politique de coopération au développement et de l'action humanitaire de ce gouvernement se place certainement dans la continuité de l'action mise en œuvre au cours des 30 dernières années. Cela démontre encore une fois, combien l'engagement du

Luxembourg en matière de coopération au développement est devenu un état de fait pour tous les responsables politiques.

Le programme du nouveau gouvernement confirme la volonté de solidarité envers les plus démunis et la disponibilité de prendre notre responsabilité internationale avec l'objectif d'assurer plus de stabilité et de prospérité dans les pays en développement. La réduction, et à terme l'éradication de la pauvreté, est au centre de notre action. Le programme gouvernemental veut plus que par le passé que les actions qui découlent de cette priorité soient placées dans le cadre des principes du développement durable, à savoir en matière économique, sociale et environnementale.

L'efficacité de la coopération au développement est un souci continu et majeur. Les programmes de coopération avec les pays partenaires doivent être alignés sur les stratégies à moyen et long terme des partenaires et suivre dans toute la mesure du possible les systèmes nationaux de ces pays et passer par l'exécution nationale. Cela ne signifie pas que nous allons faire de l'aide budgétaire généralisée, mais que nous allons, là où les conditions de gestion et de suivi sont données, agir à travers des fonds communs de bailleurs, des comptes spéciaux, une aide budgétisée comme au Sénégal ou une aide budgétaire sectorielle comme au Cap Vert. Agir efficacement signifie aussi qu'il faut dûment prendre en compte le potentiel d'action de nouveaux acteurs comme les pays émergents ou le secteur privé, mais aussi encourager les pays partenaires à mieux gérer leur propre système fiscal.

Il est vrai que l'aide publique au développement est et reste un outil indispensable pour le financement du développement. C'est surtout le cas dans les pays les moins avancés, mais aussi dans les pays à revenu moyen qui concentrent 76% des plus pauvres de la planète et qui n'ont pas encore atteint le degré de maturité financière nécessaire, notamment dans les secteurs sociaux.

C'est la raison pour laquelle ce gouvernement veut maintenir l'effort quantitatif en matière d'APD à 1% du RNB. L'OCDE vient de confirmer après contrôle de nos chiffres qu'en 2013 l'APD du Luxembourg a été de nouveau de 1%. Notre effort de solidarité et de prise de responsabilité ne doit pas fléchir lorsque les conditions chez nous sont plus difficiles. L'APD n'est pas un luxe que nous avons pratiqué en temps économiquement plus clément. Dans son récent discours sur l'état de la Nation le Premier Ministre l'a clairement confirmé. C'est un engagement à long terme que nous avons pris vis-à-vis de nos différents partenaires. Au niveau international, il est intéressant de voir que le Royaume Uni est le premier pays du G20 à avoir atteint le seuil de 0,7 %.

Aujourd'hui il est beaucoup question notamment dans les enceintes onusiennes de nouvelles sources de financement du développement et de nouveaux bailleurs. Il ne faut pas par principe se fermer à ces pistes de réflexion, car les besoins en financement du développement sont énormes. L'APD sous forme de dons comme nous la pratiquons, ne suffira jamais pour y répondre, mais elle agira là où d'autres sources n'arrivent pas, et là où un catalyseur est indispensable pour actionner des investissements d'autres sources. Mais les nouvelles sources de financement ne peuvent pas exonérer les Etats de leur obligation en matière d'APD.

Le programme gouvernemental précise pour ce qui est de l'APD que les actions additionnelles mises en œuvre avec les pays partenaires pour prévenir le changement climatique n'affecteront pas le budget actuel de la coopération. Le principe de l'additionnalité des ressources pour le changement climatique est donc préservé, comme indiqué aux membres de la Commission des affaires étrangères.

La concentration géographique et sectorielle de la coopération luxembourgeoise sera poursuivie. Les Programmes indicatifs de coopération devront couvrir 2-3 secteurs et s'aligner entièrement sur le calendrier et les priorités des pays partenaires. De plus devront-ils s'insérer dans la programmation commune mise en œuvre par l'Union européenne et ses Etats membres.

Là où les circonstances le permettent dans les pays à revenu moyen comme le Cap Vert ou le Salvador, nous devons élargir le spectre de notre action pour impliquer davantage les autres administrations luxembourgeoises ou le secteur privé luxembourgeois, et examiner les différentes possibilités que nous offrent les banques de développement. Je me réjouis ainsi de voir les administrations des statistiques respectives coopérer dans le cas du Cap Vert. Ou encore des initiatives privées se mettre en place autour du futur centre de formation professionnelle en matière d'énergies renouvelables, construit à Praia par la coopération luxembourgeoise.

Mais l'aide non liée reste notre principe fondamental. Le programme gouvernemental est très clair en cette matière. Hier encore je viens de le préciser aux entreprises luxembourgeoises à la Chambre de commerce. Rien ne s'oppose néanmoins à travailler avec ces mêmes entreprises là où elles représentent un avantage qualitatif et à prix égal.

Dans un pays comme le Vietnam où la coopération luxembourgeoise a prévu de se retirer à partir de 2015, notre stratégie de sortie doit offrir des pistes d'entrée pour l'économie luxembourgeoise. Tel est notamment le cas dans la stratégie de croissance verte du

Vietnam ou encore pour les acteurs de la place financière du Luxembourg. Au secteur privé, s'il le souhaite, de saisir les opportunités ainsi offertes.

Pour ce qui est des banques de développement, le Luxembourg est membre de la Banque asiatique de développement depuis un certain nombre d'années et deviendra cette année membre de la banque africaine de développement. Cette adhésion semble susciter des craintes quant aux moyens utilisés et aux objectifs poursuivis. Je pense que ces adhésions représentent de réelles opportunités pour élargir la palette des interventions de la coopération luxembourgeoise. En effet nous pourrions accompagner nos pays partenaires avec des dons ou de l'assistance technique, en complément d'opérations financières que ces pays mettront en œuvre avec les banques de développement. Ceci est donc une illustration d'une cohérence renforcée entre la coopération et le ministère des finances, comme souhaité par le programme gouvernemental.

Le même programme mentionne un certain nombre de secteurs d'activités de la coopération luxembourgeoise. La santé, l'éducation et le développement local et rural sont pour nous au cœur de la lutte pour l'éradication de la pauvreté. Nos stratégies sectorielles devront être revues au fur et à mesure et être adaptées. A terme elles devront être dotées d'indicateurs pour ce qui est des résultats recherchés.

L'agriculture en Afrique est le secteur clé pour aider au démarrage de l'économie et assurer une sécurité alimentaire. Nous y contribuons déjà p.ex. au Niger et allons dans le prochain PIC avec le Mali donner un rôle central à ce volet. Je l'ai dit récemment devant des responsables de syndicats agricoles de l'Afrique de l'Ouest et le répète ici : notre engagement dans l'agriculture et le développement rural devra représenter 10% de notre coopération bilatérale. Notre stratégie sectorielle sur l'agriculture et la sécurité alimentaire sera revue en conséquence.

Pour ce qui est de la coopération multilatérale nous devons mieux cibler nos engagements financiers sur les priorités de nos stratégies sectorielles. La révision de la stratégie santé a fait un premier pas dans cette direction. Mon intention est de maintenir le ratio de 30% d'engagement dans le multilatéral par rapport à 70% dans la coopération bilatérale.

Quant à l'aide humanitaire, j'aimerais souligner combien cet instrument très spécial et spécifique, est important pour répondre aux besoins immédiats des crises comme en Syrie, au Sud-Soudan, aux Philippines ou encore en République Centrafrique. L'action humanitaire n'est toutefois pas uniquement nécessaire dans l'urgence, mais aussi dans les

phases de transition et de prévention/résilience comme à Haïti ou en Somalie pour stabiliser la situation et permettre le passage vers le développement. On aura l'occasion cet après-midi lors de la table-ronde d'aborder le thème de la résilience qui fait le lien entre les deux types d'interventions.

Etant donné le besoin important en communications en cas de crise, j'ai l'intention de poursuivre le projet emergency.lu et d'y associer au fur et à mesure le plus d'acteurs humanitaires possibles pour en faire l'outil de référence du cluster dirigé par le PAM. Cet exemple montre qu'un partenariat privé-public peut constituer un enrichissement de nos moyens d'action. Son intervention en décembre aux Philippines a été hautement appréciée.

Je ne crois pas avoir besoin de développer ici devant vous longuement le rôle précieux que jouent les ONG luxembourgeoises dans la politique de coopération au développement. J'ai d'ailleurs rencontré dès décembre le Cercle des ONG pour dire mon appréciation de leur travail sur le terrain et dans les actions de sensibilisation à Luxembourg. Je tiens beaucoup à cette spécificité de la coopération luxembourgeoise qui voue 20% de son APD aux ONG, et 16% aux ONG luxembourgeoises. Actuellement 94 ONG disposent d'un agrément.

Mesdames et Messieurs,

La politique de coopération de ce gouvernement se place dans la continuité pour ce qui est des grands principes et lignes. Il est néanmoins normal et indispensable d'y apporter des éléments de modernisation et d'adaptation pour faire évoluer notre politique et pour prendre acte des nouvelles circonstances internationales et globales avec de nouveaux acteurs et des partenariats innovants. J'ai déjà donné de nombreuses indications en ce sens dans mes propos antérieurs.

J'ai participé les 15 et 16 avril au Mexique à la première réunion de haut niveau du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement, avec l'objectif d'œuvrer à l'élaboration d'un programme de développement inclusif pour l'après-2015. Il s'agissait dans un premier temps de voir quels progrès ont été accomplis depuis le forum de haut niveau de Busan sur l'efficacité de l'aide en 2011 et de se donner les moyens pour faire mieux dans le cadre d'une plateforme nouvelle et inclusive qui veut faire abstraction des clivages géographiques et idéologiques du passé.

Nous avons mis à profit les préparations de cette conférence pour examiner comment la Coopération luxembourgeoise a mis en œuvre les principes de Busan. Beaucoup a déjà été

pris en compte dans la coopération bilatérale. Certains de nos instruments doivent toutefois être adaptés pour mieux répondre aux nouveaux défis en matière d'efficacité du développement. C'est pourquoi nous nous sommes dotés d'un premier plan d'action pour l'efficacité du développement pour la période 2014-16 qui sera publié prochainement. Notre intention est de mieux quantifier les progrès dans tous les domaines, y compris pour ce qui est des partenariats inclusifs avec la société civile et le secteur privé. En matière de transparence et de redevabilité mutuelle des progrès doivent être faits. Il en est de même pour ce qui est des questions de fiscalité et de mobilisation des ressources internes dans nos pays partenaires. Tout comme la Suisse, le Luxembourg devra montrer qu'il n'hésite pas à coopérer dans ce domaine, au-delà des premières opérations mises en œuvre avec l'OCDE.

Mesdames et Messieurs,

Un dernier mot sur la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE dont les préparatifs sont en cours : Des rencontres avec la Lettonie et l'Italie ont déjà eu lieu sur notre programme commun. Il nous reviendra notamment en 2015 avec les Lettons de donner corps à l'Année européenne pour le développement aux côtés de la Commission européenne. Monsieur Ben Fayot, dont je salue la présence parmi nous, a accepté la fonction d'ambassadeur spécial pour cette occasion. Nous mettons sur pied un programme conjoint du gouvernement, de la Chambre et du Cercle des ONG. La cérémonie de clôture se tiendra en décembre à Luxembourg.

Ce sera aussi sous notre présidence en automne 2015 que les nouveaux objectifs globaux du développement durable devront être adoptés à NY. Ils devront remplacer les actuels Objectifs du millénaire pour le développement et incorporer les éléments de la conférence de Rio+20. Alors que les OMD ont eu un effet d'entraînement remarquable tant sur la communauté des donateurs que sur les pays du Sud, il s'agira de créer un nouveau cadre de développement avec valeur universelle nous amenant à l'éradication de la pauvreté d'ici 2030.

Mesdames et Messieurs,

Pour l'édition 2014 des Assises j'ai estimé utile de maintenir le nouveau cadre de développement de l'après-2015, retenu pour l'édition de 2013, comme thème de notre première table-ronde de ce matin. Notre Ambassadeur auprès des Nations-Unies, Madame Sylvie Lucas, fera le point sur les travaux new yorkais en introduction de la table-ronde. Madame Dieschbourg, notre ministre de l'environnement, a accepté de se joindre à nous pour ce débat, car il s'agira de voir comment à tous les niveaux, -national, européen et international,- seront combinés les besoins et objectifs du développement et du

développement durable. Le Directeur général en charge du développement à la Commission européenne nous apportera sa vue, sachant qu'à Bruxelles il faut faire la synthèse entre les positions des Etats membres qui peuvent parfois différer substantiellement. L'Ambassadeur du Burkina Faso nous rappellera les intérêts de son pays et des pays les moins avancés dans ce contexte. Quant à M. Keup de l'ONG ASTM il nous fera certainement part des hésitations de la société civile face à un débat qui semble un peu stérile et loin des réalités du terrain.

Pendant l'heure du déjeuner nous avons préparé des tables par pays partenaire pour que les échanges entre ambassades, desks du ministère et de notre agence d'exécution, Lux-development et ONG soient facilités, de manière à encourager des synergies, là où elles sont souhaitées par les acteurs.

Comme je l'ai déjà indiqué, la 2<sup>e</sup> table-ronde portera sur la résilience. La Commissaire européenne à l'action humanitaire, Madame Georgieva, sera présente cet après-midi pour y participer aux côtés du Ministre malien de la solidarité, de l'action humanitaire et de la reconstruction du Nord, Monsieur Hamadou Konaté que je salue tout particulièrement.

J'aimerais conclure avec le sujet de la cohérence des politiques pour le développement. Demain le Cercle des ONG organise une session autour de ce thème. Je sais qu'il s'apprête aussi à publier un 2<sup>e</sup> baromètre sur cette question. La cohérence nécessite une approche globale, portée par tous les ministères et responsables politiques, même si un rôle particulier incombe au ministre de la coopération. Le comité interministériel pour la coopération au développement a progressé pour se doter d'une méthode de travail et d'une procédure pour traiter des dossiers de possible incohérence. Il faudra établir les faits souvent très techniques d'un dossier avec les experts avant de pouvoir comprendre comment sont pris en compte ou doivent l'être les aspects touchant les pays en développement. Les arbitrages entre intérêts relèvent évidemment du domaine politique.

Malheureusement je dois m'absenter pendant une partie de la session de demain matin pour assister au Conseil de gouvernement. Je vous rejoindrai vers 11.15 heures avant la conférence de presse conjointe avec le Cercle.

Mesdames et Messieurs, vous voyez que nous nous trouvons à une période clé en matière de coopération au développement et d'action humanitaire. Je vous remercie donc pour votre participation active à l'édition 2014 des Assises de la Coopération, que j'espère particulièrement riche en discussions et en débats.